

Président

Rédiger comme suit ce paragraphe :

« 8. Demande que le Conseil définisse les conditions d'une collaboration, chaque fois que nécessaire, entre le Secrétariat et la Commission des Communautés européennes. »

La parole est à M. Bousquet pour défendre son amendement.

M. Bousquet. — Monsieur le Président, j'ai pensé qu'au paragraphe 8 il était préférable de laisser au Conseil le soin de définir, chaque fois que le besoin s'en ferait sentir, les conditions d'une collaboration entre le secrétariat qui serait à créer et la Commission des Communautés européennes. Sur ce point, j'estime que si nous pouvons adresser une recommandation au Conseil, c'est à lui qu'il appartient de prendre cette décision, non à nous. Je crois que c'est là un point de vue indiscutable.

M. le Président. — La parole est à M. Radoux, au nom du groupe socialiste.

M. Radoux. — Monsieur le Président, je remercie M. Bousquet de son intervention ; elle me donne une nouvelle fois, l'occasion de réaffirmer que, pour nous, le Conseil ne peut pas être le seul organe qui présente des propositions et qui prend part à des décisions.

Pas plus tard qu'hier, j'ai, en commission politique, demandé qu'en vue des travaux de 1975 sur l'Union européenne, le Parlement européen établisse un rapport qui lui soit propre, c'est-à-dire un document émanant d'un Parlement souverain, qui dit quelle est sa façon de concevoir l'Europe dans l'avenir. Par conséquent, Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste, je déclare que nous refusons cet amendement.

M. le Président. — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes. — (I) Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec cet amendement. Comme déjà nous l'avons vu, le Parlement européen a toujours exprimé le souhait que la Commission devait être associée aux travaux des ministres des affaires étrangères dans chacune de leurs étapes. D'autre part, encore récemment, il s'est trouvé que la Commission, à une certaine occasion, n'avait pas été invitée aux rencontres de la commission politique avec les ministres des affaires étrangères. Ce qui, en effet, nous a semblé plutôt préoccupant.

Nous ne pouvons donc laisser au Conseil la possibilité de décider, dans chaque cas d'espèce, sur ce qu'il faut faire ; d'ailleurs, le Parlement européen se-

rait en contradiction, me semble-t-il, non seulement avec ce qu'il affirme dans la première partie de son rapport, mais encore ce qu'il a toujours soutenu, à savoir que le travail dans ce secteur doit être entrepris par toutes les instances communautaires, y compris la commission politique, et à tous les niveaux.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Mommersteeg, rapporteur. — (NL) Monsieur le Président, sauf mon respect pour le Conseil, j'estime que ce n'est pas à lui de décider les conditions dans lesquelles la Commission sera associée à la coopération politique et le moment où elle le sera. Je suis d'avis que la Commission a le droit d'en décider elle-même, sa participation à cette coopération résultant de la corrélation très étroite existant entre la politique communautaire et les problèmes de politique étrangère. Telle est également la portée d'un texte approuvé par la commission politique. J'estime par conséquent que la Commission — j'anticipe, mais je tiens déjà à le dire — doit disposer d'un droit d'initiative.

Par ailleurs, il me faut souligner que la coopération en politique étrangère s'inscrit dans le prolongement du rapport Davignon et n'incombe nullement au Conseil, relevant au contraire de la compétence des ministres des Affaires Étrangères. A mon sens, il est dès lors absurde de demander qu'en la matière, le Conseil détermine le rôle de la Communauté, comme le voudrait l'amendement Bousquet : il s'établirait de toute façon une confusion entre le Conseil, organe communautaire, et la conférence des ministres des Affaires Étrangères, simple organe de coopération intergouvernementale. En conséquence, mon opposition à l'adoption de cet amendement demeure.

(Applaudissements)

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est rejeté.

Sur le paragraphe 8 toujours, je suis saisi d'un amendement n° 6 présenté par M. Dalsager, au nom du groupe socialiste, et qui tend à supprimer l'alinéa b) de ce paragraphe.

La parole est à M. Dalsager, pour défendre cet amendement.

M. Dalsager. — (DK) Oui, excusez-moi, Monsieur le Président. Je n'avais pas demandé la parole. J'ai dit au cours de la discussion sur le point précédent, que j'exposerai l'argument en ce qui concerne le paragraphe 8 alinéa b), et je maintiens ce que j'ai dit. Cet argument, c'est que les ministres des affaires étrangères ont décidé que ces deux choses doivent être considérées séparément.